

# **BANQUE CENTRALE DU CONGO**



## **NOTE DE CONJONCTURE DU MOIS DE NOVEMBRE 2015**

**DECEMBRE 2015**

**Banque Centrale du Congo**

**Adresse :** 563, Boulevard Colonel Tshatshi  
Kinshasa-Gombe  
République Démocratique du Congo

**Adresse postale :** 2697 Kinshasa 1

**Téléphone :** (243)815556966  
(243)818108009  
(243)815084402

**Site Web:** <http://www.bcc.cd>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

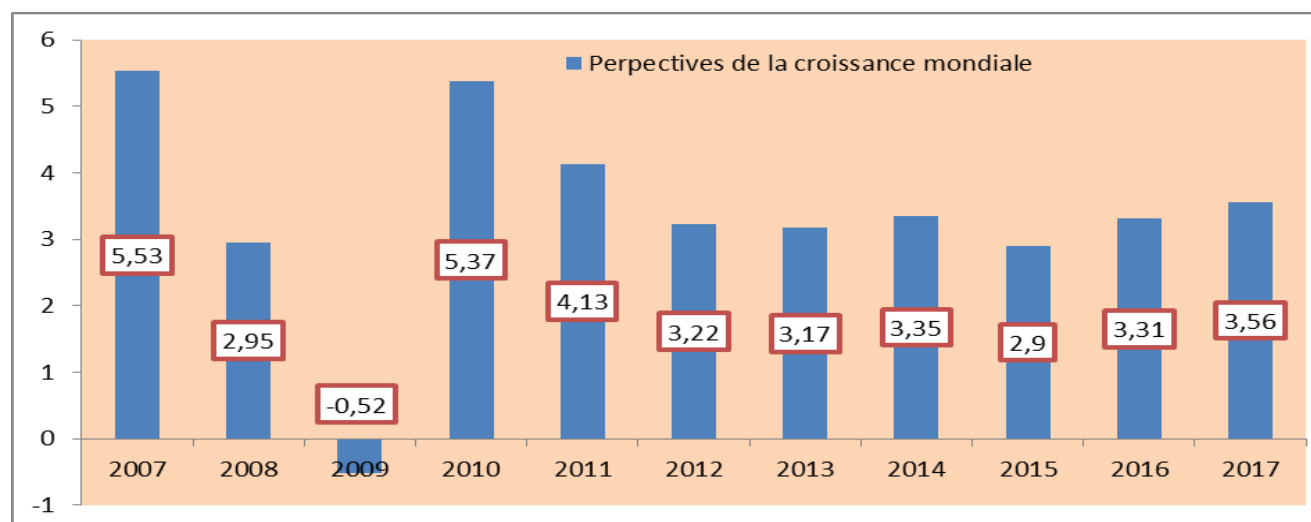
## I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### 1.1 Aperçu de l'économie mondiale

Le mois de novembre 2015 a été marqué par la persistance des inquiétudes liées au ralentissement de l'activité économique mondiale. En effet, selon l'OCDE, le taux de croissance mondiale se situerait à 2,9 % en 2015, en recul de 0,2 point par rapport aux estimations de juin dernier. Cette révision à la baisse tient principalement au ralentissement des économies émergentes, à la faiblesse des échanges internationaux ainsi qu'aux incertitudes relatives à la production potentielle.

Toutefois, la croissance reste tirée par le dynamisme de l'activité économique dans les pays développés, notamment aux Etats-Unis et dans la zone euro où la reprise a été impulsée par *(i) le maintien d'une politique monétaire accommodante, (ii) la baisse des cours du pétrole ainsi que (iii) le ralentissement du rythme du resserrement budgétaire. Aux Etats-Unis, le taux de croissance devrait atteindre 2,5 % en 2015 contre 1,8 % dans la Zone euro, pour la même période.*

Graphique 1: Croissance mondiale



Source : [www.OCDE.org](http://www.OCDE.org)

Par ailleurs, le Conseil d'administration du FMI a décidé, le 30 novembre courant, l'inclusion de la monnaie chinoise « renminbi ou yuan » dans le panier du droit de tirage spécial (DTS) du FMI en raison des progrès réalisés par l'économie chinoise au cours de ces dernières années, notamment les réformes du système financier amorcées par la Banque centrale ainsi que l'atteinte des principaux critères d'admission.

S'agissant des implications de cette décision sur le plan financier et macroéconomique, il y a lieu de noter qu'à court terme l'inclusion du yuan ne devrait pas provoquer un afflux de la demande en yuan compte tenu de l'environnement économique actuel de l'économie chinoise marquée par le ralentissement et l'endettement des banques.

A cet effet, des réformes supplémentaires devront être fournies par les Autorités pour garantir un marché monétaire et financier plus robuste et soutenir aussi bien l'économie nationale que mondiale, étant donné que les mesures prises au cours des derniers mois, notamment la dévaluation et la limitation de sortie de capitaux, alimentent les doutes sur la volonté des Autorités chinoises à poursuivre avec les réformes.

## **1.2 Evolution de l'activité dans les principaux pays et Zones économiques**

### **1.2.1 Pool Europe**

Le taux de croissance de la Zone euro devrait se situer à 1,6 % et 1,8 % respectivement en 2015 et 2016. Cette performance s'explique par (i) la baisse des prix de l'énergie sur fond de la chute des prix du pétrole, (ii) les effets positifs de la politique monétaire accommodante de la BCE, favorisant l'activité via l'accès au crédit et (iii) la dépréciation de l'euro.

Cependant, le rythme de formation des prix intérieurs reste faible attesté par un taux d'inflation de 0,2 % en novembre 2015. Cette situation devrait conduire la BCE à étudier des actions supplémentaires, notamment celles (i) d'étendre son programme de rachats des titres publics et (ii) d'agir sur le taux de facilité de dépôt, afin d'encourager les banques à accorder les crédits.

### **1.2.2. Pool Amérique**

Aux Etats-Unis, l'amélioration des indicateurs macroéconomiques notamment le taux de croissance et les conditions du marché d'emploi, laisse présager une possibilité de normalisation de la politique monétaire de la Fed au cours de la prochaine réunion du Comité de politique monétaire du mois décembre 2015. En effet, le taux de chômage, l'indicateur le plus suivi par la Fed, s'est établi à 5,0 % depuis octobre 2015. Quant au taux d'inflation, il s'est situé à 0,5 % en novembre, soit largement en deçà de l'objectif de 2 %.

Toutefois, la Fed a indiqué que l'Institution devrait prendre en compte les nouvelles réglementations mises en œuvre, à la suite de la crise ainsi que les nouveaux canaux de transmission de la politique monétaire, avant de procéder à la normalisation de sa politique. Pour rappel, au lendemain de l'éclatement de la crise, de nouvelles réglementations ont été mises en œuvre, influençant ainsi l'intermédiation financière. A cet effet, le préalable au premier relèvement des taux d'intérêt de la Fed serait de comprendre les effets de ces réglementations et les évolutions possibles dans l'intermédiation financière sur la mise en œuvre et la transmission de la politique monétaire.

### 1.2.3. Pays d'Asie et pays émergents

**Au Japon**, l'activité économique est demeurée poussive, traduisant ainsi les limites de mesures mises en œuvre pour redynamiser l'économie. En effet, après les premières estimations qui ont fait état d'une contraction de l'activité de 0,2 %, l'économie nipponne a enregistré une croissance de 0,3 % au troisième trimestre 2015 et de 1 % en glissement annuel. Ce résultat positif tient aux perspectives optimistes des investissements en capital des entreprises, contrebalancées par la stagnation de la consommation de 0,4 %, étant donné que cette dernière contribue de près de 60 % au PIB.

Dans ce contexte, les Autorités ont décidé de mettre en œuvre un nouveau projet, axé sur la relance de la consommation et de l'investissement à l'effet de soutenir l'activité et de sortir l'économie de déflation observée depuis près de quinze ans. Aussi, ce projet prévoit-il une augmentation de 3 % du salaire minimum et la prolongation de l'assurance chômage au-delà de 65 ans pour encourager les personnes les plus âgées à continuer à travailler. S'agissant des investissements, le projet encourage les investissements (également les investissements des PME). Cependant, certaines analyses soulignent l'importance de mettre en œuvre des réformes structurelles en vue d'améliorer la compétitivité et assouplir les règles du marché du travail.

### 1.2.4. Pool Afrique

Lors de la 10<sup>ème</sup> Conférence économique pour l'Afrique (CEA) qui s'est tenue au début du mois de novembre à Kinshasa (RDC) sur le thème « croissance inclusive et transformation structurelle pour réduire la pauvreté en Afrique », les experts ont recommandé des efforts soutenus pour chaque économie africaine dans la réduction de la dépendance aux exportations des matières premières et aux importations des biens de consommation.

En effet, nombre des pays africains sont caractérisés par une économie de rente, traduite par la dépendance aux ressources naturelles (minières et pétrolière) dont ils sont suffisamment dotés. Cependant, ce modèle de croissance, basé sur les exportations de matières premières et les importations des biens de consommation et d'investissement expose ces économies aux chocs extérieurs.

Selon les experts, cette double dépendance devenue chronique tient au schéma économique hérité de la colonisation. De ce fait, des politiques de transformation locales de matières premières devraient être définies pour une croissance inclusive, susceptible de générer une plus-value, une main d'œuvre et des investissements dans le secteur des infrastructures.

En outre, au-delà de la transformation locale, certains estiment que les économies africaines, particulièrement celles qui vivent des recettes d'exploitation minière devraient envisager une possibilité d'un regroupement, à l'image de l'OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole), afin d'influencer les tarifs et cours mondiaux de leurs matières.

### 1.3. Marchés des produits de base intéressant l'économie congolaise.

Les cours moyens du mois de novembre 2015 des produits énergétiques miniers et agricoles intéressant l'économie congolaise se sont globalement inscrits en baisse comme l'atteste le tableau ci-dessous :

**Tableau 1 : Produits miniers et énergétiques**

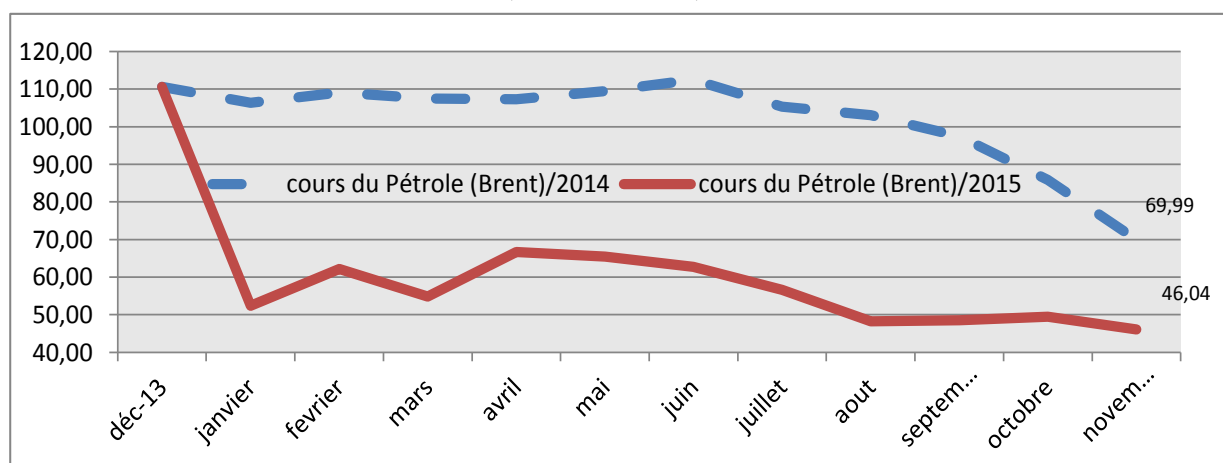
	déc-13	dec-14	30-janv-15	27-févr-15	31-mars-15	30-avr-15	28-mai-15	30-juin-15	31-juil-15	31-août-15	30-sept-15	30-oct-15	30-nov-15
<b>Produits énergetiques</b>													
<b>Pétrole (brent) \$/baril</b>													
cours	110,59	62,99	49,39	62,16	56,91	60,98	62,98	63,83	56,63	48,24	48,54	49,47	46,04
variation hebdo. (en %)		-43,04	-21,59	25,86	-8,45	7,15	3,28	1,35	-11,28	-14,82	0,62	1,92	-6,93
<b>Produits miniers</b>													
<b>Cuivre LME \$/tm</b>													
cours	7 394,00	6 428,78	5 868,02	5 681,90	5 913,00	6 017,84	6 735,00	5 766,00	5 477,33	5 087,43	5 217,32	5 221,66	4 832,69
variation hebdo.(en %)		-13,05	-8,72	-3,17	4,07	1,77	11,92	-14,39	-5,01	-7,12	2,55	0,08	-7,45
<b>Cobalt Londres \$/tonne</b>													
cours	28 951,65	31 499,86	31 739,40	32 369,40	30 826,90	30 056,15	34 133,40	31 059,60	31 067,28	30 071,48	30 022,08	30 022,08	26 952,59
variation hebdo. (en %)		8,80	0,76	1,98	-4,77	-2,50	13,57	-9,01	0,02	-3,21	-0,16	0,00	-10,22
<b>Or New York \$/o.t.</b>													
cours	1 205,90	1 198,16	1 253,15	1 213,15	1 181,80	1 199,43	1 215,20	1 182,25	1 131,72	1 119,04	1 123,87	1 156,30	1 088,41
variation hebdo.(en %)		-0,64	4,59	-3,19	-2,58	1,49	1,31	-2,71	-4,27	-1,12	0,43	2,89	-5,87

Sources : Les échos, Banque centrale du Congo

#### 1.3.1 Pétrole brut

Le cours du pétrole (Brent) a enregistré une baisse de 6,93 %, d'un mois à l'autre, se fixant à 46,04 USD le baril. Dans un marché marqué par la surabondance d'offre, cette baisse tient également aux perspectives d'une éventuelle hausse du taux d'intérêt par la Réserve Fédérale Américaine (Fed).

**Graphique 2 : Evolution du cours de pétrole en 2014 et 2015**  
(en USD le baril)



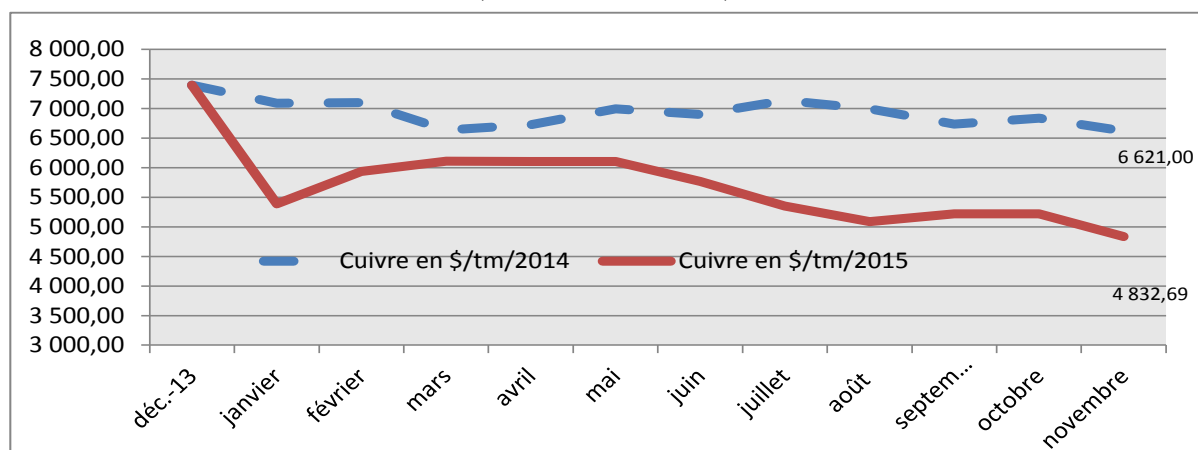
Source : Banque Centrale du Congo

### 1.3.2 Produits miniers

#### ➤ Le cuivre

Le cours du cuivre s'est chiffré à 4.832,69 USD au 30 novembre 2015, enregistrant une baisse mensuelle de 7,5 % suite aux signes continus d'essoufflement de la demande chinoise et de l'appréciation du dollar américain.

**Graphique 3 : Evolution du cours du cuivre en 2014 et 2015  
(En USD la tonne)**



Source : Banque Centrale du Congo.

#### ➤ Le Cobalt

Au 30 novembre 2015, le cours moyen de la tonne du cobalt sur le marché de Londres s'est établi à 26.952,59 USD, affichant une baisse mensuelle de 10,22 %.

#### ➤ L'or

Le cours de l'or en moyenne s'est établi à 1.088,41 USD l'once pour le mois de novembre, enregistrant une baisse mensuelle de 5,9 %.

### 1.3.3 Produits agricoles

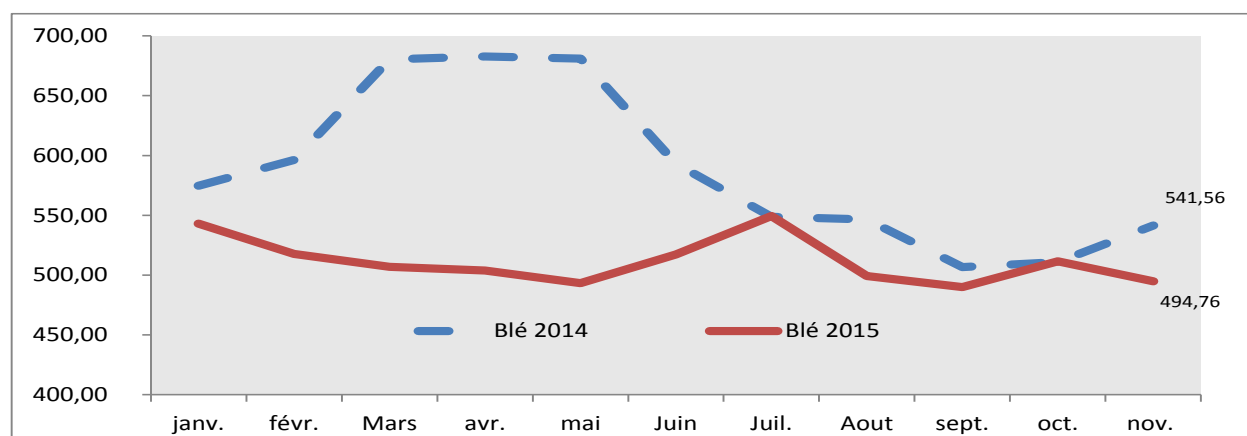
Les cours du riz, blé et maïs ont enregistré de baisses respectives de 3,6 %, 3,3 % et 4,4 % suite (i) à la morosité des exportations agricoles américaines occasionnée par l'appréciation du dollar et (ii) à la déchéance de la demande mondiale. De ce fait, les prix de ces trois produits se sont respectivement fixés à 11,98 Cts/lb, 494,76 USD et 134,55 USD la tonne.

Tableau 2 : Produits agricoles

	déc-13	dec-14	30-janv-15	27-fevr-15	31-mars-15	30-avr-15	28-mai-15	30-juin-15	31-juil-15	31-août-15	30-sept-15	30-oct-15	30-nov-15
<b>Produit agricoles</b>													
<b>Riz Chicago Cts/lb</b>													
cours	15,55	12,10	11,18	10,46	10,70	10,24	9,55	9,85	10,88	11,64	12,58	12,43	11,98
variation hebdo.(en %)		-22,19	-7,60	-6,44	2,29	-4,30	-6,74	3,14	10,46	7,00	8,05	-1,22	-3,61
<b>Blé Chicago \$/tonne</b>													
cours	623,82	614,66	542,95	517,73	506,93	503,88	493,38	517,35	549,47	499,23	489,95	511,65	494,76
variation hebdo.(en %)		-1,47	-11,67	-4,64	-2,09	-0,60	-2,08	4,86	6,21	-9,14	-1,86	4,43	-3,30
<b>Maïs Chicago \$/tonne</b>													
cours	156,41	146,09	142,51	140,44	140,80	137,74	132,33	133,69	149,22	135,23	137,03	140,78	134,55
variation hebdo.(en %)		-6,60	-2,45	-1,45	0,26	-2,17	-3,93	1,03	11,62	-9,37	1,33	2,74	-4,42

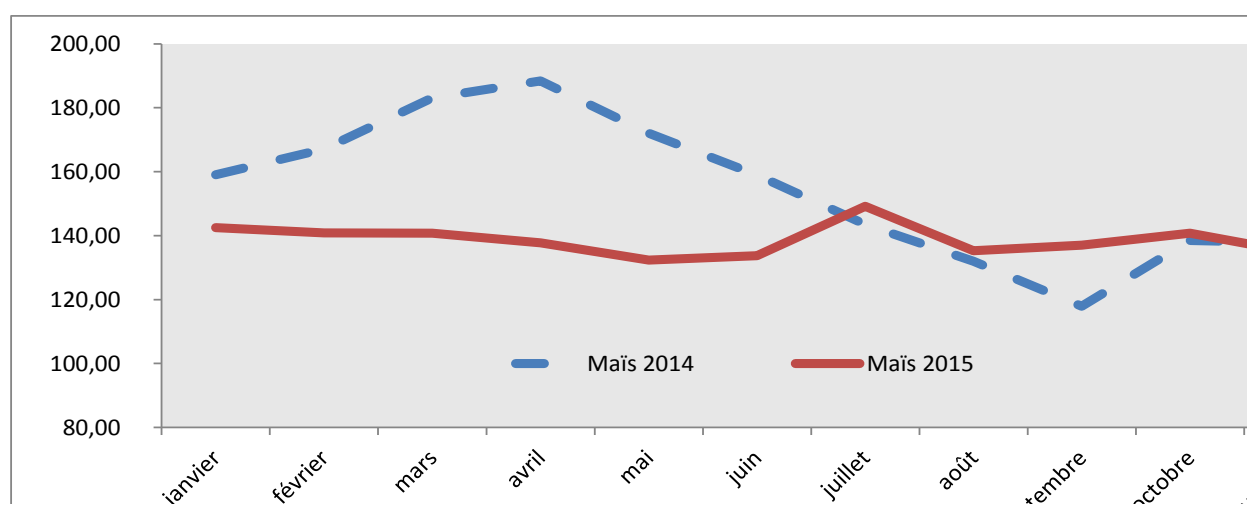
Sources : Les échos, Banque centrale du Congo.

Graphique 4 : Evolution du cours du blé en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique 5 : Evolution du cours du maïs en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo.



## EVOLUTION SECTORIELLE DE LA CONJONCTURE INTERIEURE

### 2.1 Secteur réel : Activité économique et Prix intérieurs

#### 2.1.1 Activité économique

Au regard des réalisations de la production à fin septembre 2015, les estimations effectuées par la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN) confirment le ralentissement de la croissance pour l'année en cours.

En effet, de 9,2 % à fin mars, les prévisions de la croissance économique sont passées à 8,4 % à fin juin avant de tomber à 7,7 % à fin septembre. Cette évolution est due à la décélération de la production dans le secteur des mines, dans un environnement international de plus en plus incertain, marqué par la poursuite de la baisse des cours de matières premières.

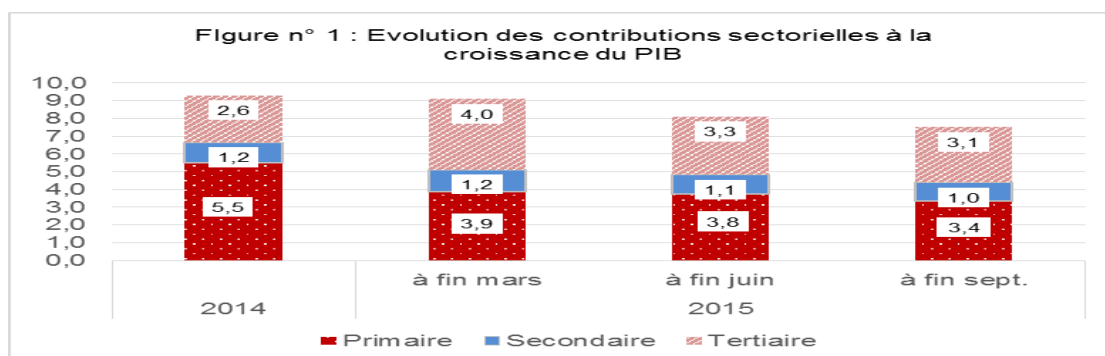
#### a) Approche par la production

L'analyse de cette approche révèle qu'en dépit des pesanteurs de l'environnement international, l'activité à l'interne reste soutenue en premier lieu par le secteur primaire, soit 3,4 points de croissance. Ce niveau constitue néanmoins un fléchissement de sa contribution revenant de 3,8 points à fin juin et 3,9 points à fin mars, contre 5,5 points en 2014. La branche « extraction » demeure le moteur de la croissance avec une contribution de 2,5 points.

S'agissant du secteur tertiaire, ce dernier vient en deuxième position en termes de contribution à la croissance avec 3,1 points, grâce au dynamisme des activités des « Transports et Télécommunication » et de « Commerce » à concurrence de 1,2 et 0,9 et 1,1 points, respectivement.

Pour ce qui est du secteur secondaire, sa contribution à la croissance accuse un léger repli, passant de 1,1 point à fin juin à 1,0 à fin septembre, en raison notamment du déficit énergétique et du ralentissement du rythme d'exécution des travaux d'infrastructures.

Graphique 6 : Evolution des contributions sectorielles à la croissance



**Tableau 3 : Estimation de la croissance du PIB suivant l'approche par la production  
(en milliards de CDF, au prix de 2005 sauf indication contraire)**

Branches d'activité	2014	2015	2014		2015	
			Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts
<b>Secteur primaire</b>	<b>4 357,31</b>	<b>4 695,80</b>	<b>13,2</b>	<b>5,5</b>	<b>7,8</b>	<b>3,4</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 700,80	1 785,80	4,7	0,8	5	0,8
Extraction	2 656,51	2 909,90	19,3	4,7	9,5	2,5
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1 551,63</b>	<b>1 656,70</b>	<b>7,4</b>	<b>1,2</b>	<b>6,8</b>	<b>1</b>
Industries manufacturières	1 088,39	1 190,00	9,9	1,1	9,3	1
Bâtiment et travaux publics	395,45	399,7	1,2	0	1,1	0
Electricité, gaz, vapeur et eau	67,78	67	6,3	0	-1,2	0
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3 880,32</b>	<b>4 195,50</b>	<b>6,7</b>	<b>2,6</b>	<b>8,1</b>	<b>3,1</b>
Commerce	1 415,70	1 342,90	4,8	0,7	6,6	0,9
Transports et télécommunications	1 220,22	1 509,30	6	0,8	10,1	1,2
Autres services hors adm. publique	926,12	1013,2	10,9	1	9,4	0,9
Services d'administration publique	382,75	404,5	7,7	0,3	5,7	0,2
SIFIM	-64,47	-74,3	14,7	-0,1	15,3	-0,1
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>9 789,25</b>	<b>10 548,00</b>	<b>9,6</b>	<b>9,3</b>	<b>7,8</b>	<b>7,5</b>
Taxes sur les produits	303,59	324	5,2	0,2	6,7	0,2
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>10 092,80</b>	<b>10 872,00</b>	<b>9,50%</b>	<b>9,50%</b>	<b>7,70%</b>	<b>7,70%</b>

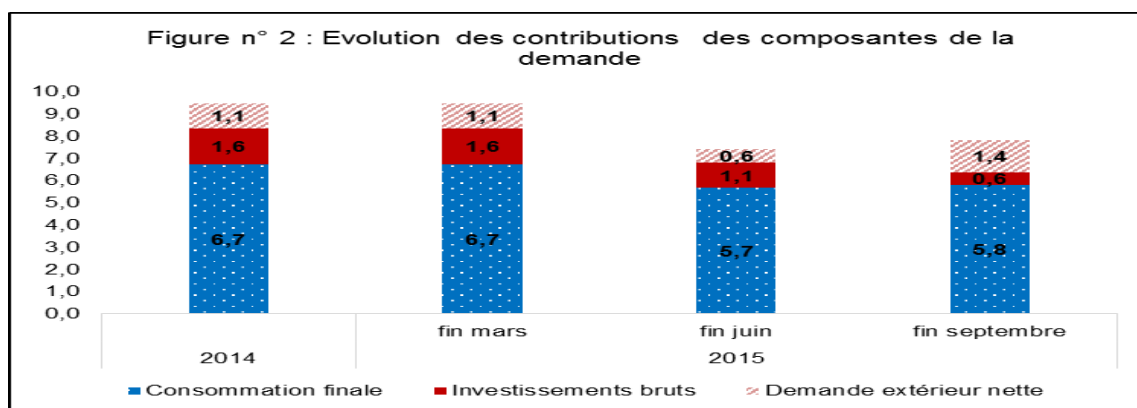
Source : CESCEN

(1) SIFIM : Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré.

#### a) Analyse de la croissance suivant l'Approche par la dépense

En 2015, la demande globale, dont la contribution à la croissance est estimée à 6,4 points et pour laquelle les composantes ont évolué respectivement de 5,8 points pour la consommation finale et de 0,6 points pour les investissements bruts, reste soutenue par la demande intérieure. Il sied de relever que la faible progression des investissements est consécutive notamment au mauvais comportement des cours de produits miniers.

#### Graphique 7 : Evolution des contributions des composantes de la demande



Quant à la demande extérieure nette, sa contribution s'est améliorée de 0,8 point passant de 0,6 point à fin juin 2015 pour se situer à 1,4 point à fin septembre, suite à la baisse des importations.

Tableau 4 : Estimation de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande (en milliards de CDF, au prix de 2005, sauf indication contraire)

PIB Emplois à prix constants de 2005			2014		2015	
	2014	2015	Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts
<b>Demande intérieure</b>	<b>12 309,60</b>	<b>12 691,10</b>	<b>6,7</b>	<b>8,3</b>	<b>5,2</b>	<b>6,4</b>
<b>Consommation</b>	<b>9 084,90</b>	<b>9 652,70</b>	<b>7,3</b>	<b>6,7</b>	<b>6,4</b>	<b>5,8</b>
Publique	1 312,20	1 313,90	4,9	0,7	3,6	0,5
Privée	7 772,70	8 338,80	7,8	6,1	6,9	5,3
<b>Investissements bruts</b>	<b>3 224,70</b>	<b>3 038,40</b>	<b>4,8</b>	<b>1,6</b>	<b>1,8</b>	<b>0,6</b>
FBCF	3 224,70	3 009,20	5,4	1,8	0,9	0,3
Publique	806,2	827,5	14,3	1,1	3,7	0,3
Privée	2 418,50	2 181,70	2,7	0,7	0	0
Variation des stocks	0	29,2	-100	-0,2	-	0,3
<b>Demande extérieur nette</b>	<b>-2 216,80</b>	<b>-1 819,10</b>	<b>-4,5</b>	<b>1,1</b>	<b>-6,2</b>	<b>1,4</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>2 909,10</b>	<b>3 198,90</b>	<b>21,4</b>	<b>5,6</b>	<b>9,3</b>	<b>2,7</b>
Exportations des biens	2 833,30	3 123,80	23	5,7	10,6	3
Produits miniers (+pétrole)	2 443,80	2 686,00	23,3	5	10,4	2,5
Autres produits	389,5	437,8	20,6	0,7	12,4	0,5
Exportations des services	75,8	75	-17,9	-0,2	-40,3	-0,3
<b>Importations de biens et services</b>	<b>5 125,90</b>	<b>5 018,00</b>	<b>8,7</b>	<b>4,4</b>	<b>2,6</b>	<b>1,3</b>
Importations des biens	4 112,60	4 081,10	5,6	2,4	3,6	1,5
Consommations	753,6	740,6	4,8	0,4	6,6	0,5
Equipements	1 859,40	1 855,00	3	0,6	-0,2	0
Intermédiaires	1 499,60	1 484,80	9,5	1,4	6,8	1
Importations des services	1 013,30	999,7	23,2	2,1	-1,3	-0,1
<b>PIB (Emplois)</b>	<b>10 092,80</b>	<b>10 872,00</b>	<b>9,50%</b>	<b>9,50%</b>	<b>7,70%</b>	<b>7,70%</b>

Source : CESC.N.

### 2.1.1.1. Baromètre de la conjoncture

En novembre 2015, l'effritement de la confiance des chefs d'entreprises sur l'évolution à court terme de la conjoncture de l'économie congolaise, observé depuis le mois d'août dernier, s'est poursuivi au mois de novembre 2015. En effet, le solde global brut des opinions pondérées s'est affiché à +5,1 % contre +8,4 % en octobre, alors qu'il était à +18,3 % en juillet.

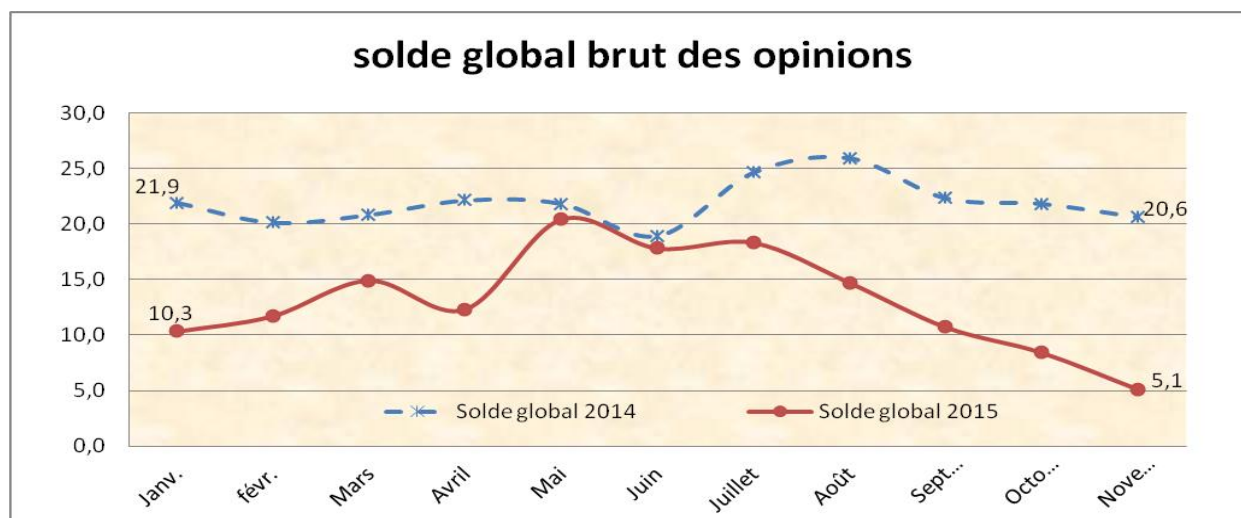
Cette tendance baissière de l'optimisme des chefs d'entreprises est entretenue par des perspectives moroses de l'environnement politique et sécuritaire sur le plan international ainsi que des perspectives de l'économie mondiale peu rassurantes. Tandis qu'au plan national, il s'agit notamment de l'attentisme habituellement observé dans le chef de certains entrepreneurs à l'approche des échéances politiques.

Tableau 5 : Evolution du solde brut d'opinions en 2014 et 2015

Secteur	2014							2015						
	Moyenne semestrielle	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Moyenne annuelle	Moyenne semestrielle	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Moyenne annuelle
Solde global	20,9	24,6	25,9	22,3	21,8	20,6	21,9	14,6	18,3	14,7	10,7	8,4	5,1	13,1
Industries manufacturières	20,4	15,6	13,6	23,1	24,7	11,0	19,1	21,4	16,8	14,6	14,0	12,4	27,4	19,4
Electricité et Eau	28,5	33,9	33,3	26,0	21,8	33,3	29,0	27,4	44,7	36,0	28,8	38,5	30,6	31,2
Industries extractives	23,6	23,4	24,4	22,0	21,1	18,4	22,8	12,4	16,9	13,6	7,9	6,5	0,9	10,9
Construction	15,6	50,0	47,2	40,0	40,8	28,2	27,3	14,9	18,3	15,0	14,6	12,9	11,6	14,7
Services	7,1	19,3	21,5	7,8	6,5	21,5	10,8	8,8	11,6	10,6	8,5	7,2	32,5	11,2

Source : Banque Centrale du Congo

Graph.8 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2014 - 2015

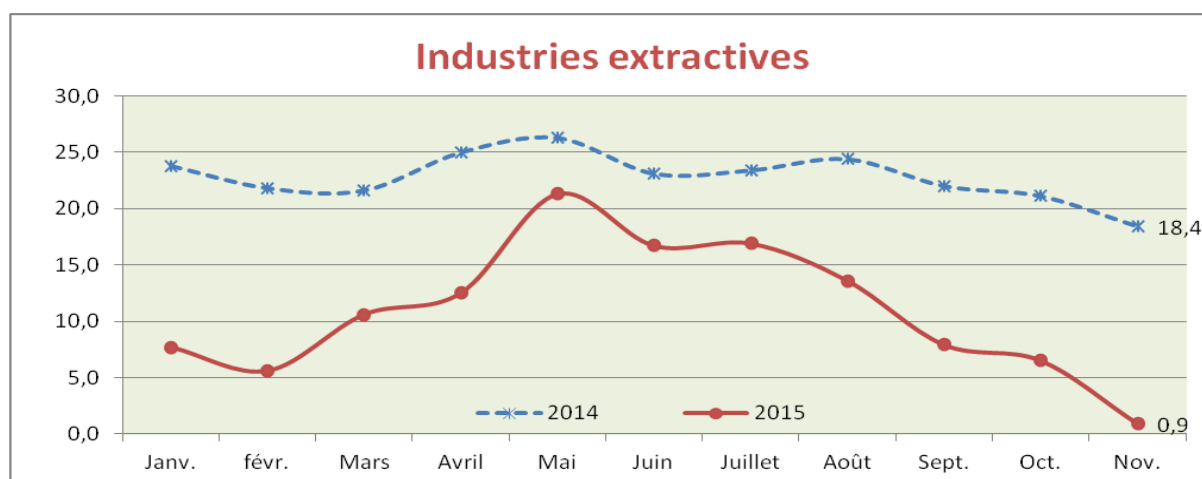


Source : Banque Centrale du Congo

Par secteurs d'activités économiques, le profil du climat conjoncturel en RDC au cours du mois de novembre 2015 se présente comme suit:

**Dans les Industries extractives**, les entrepreneurs ont quasiment perdu la confiance dans les perspectives de la conjoncture économique, comme reflété par le solde de leurs opinions qui s'affiche à +0,9 % contre +6,5 % un mois plus tôt. Cette chute est expliquée principalement par les perspectives moroses de la demande mondiale de produits de base, ayant induit la baisse des cours des matières premières.

Graph. 9 : Evolution du solde des Industries minières en 2014 et 2015

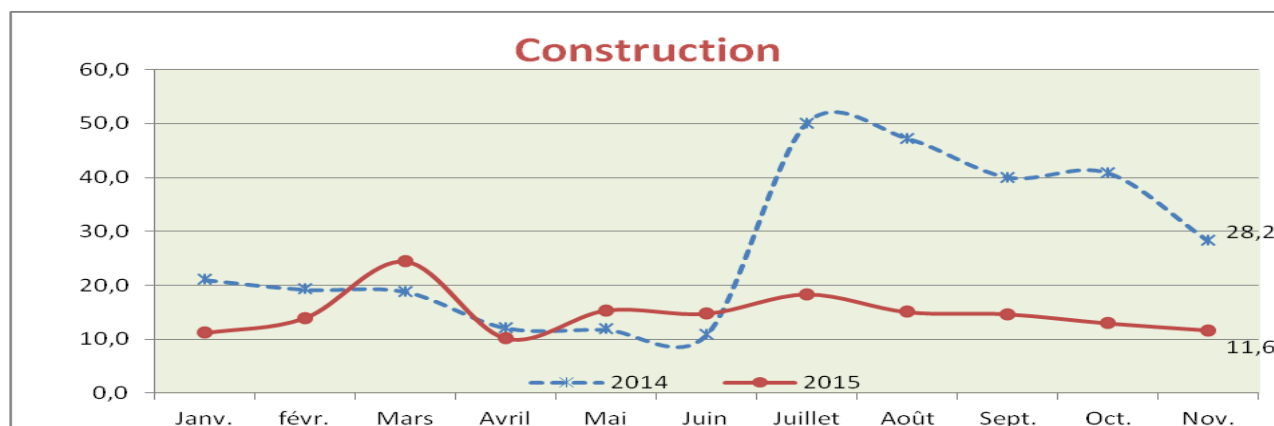


Source : Banque Centrale du Congo

**S'agissant de la branche de la Construction**, la confiance des entrepreneurs, qui s'était renforcée en juillet 2015, a amorcé une baisse dès le mois d'août pour se situer à +11,6 % en novembre contre +12,9 % un mois auparavant.

Cette évolution est expliquée par les conditions climatiques peu favorables induites par une forte pluviométrie avec comme conséquence le ralentissement du rythme de travail au niveau de différents chantiers. En outre, le retard du financement des travaux par l'Etat et les particuliers, affecté par la décélération de l'activité économique, expliquerait également ce repli.

**Graph. 10 : Evolution du solde du secteur Construction en 2014 et 2015**

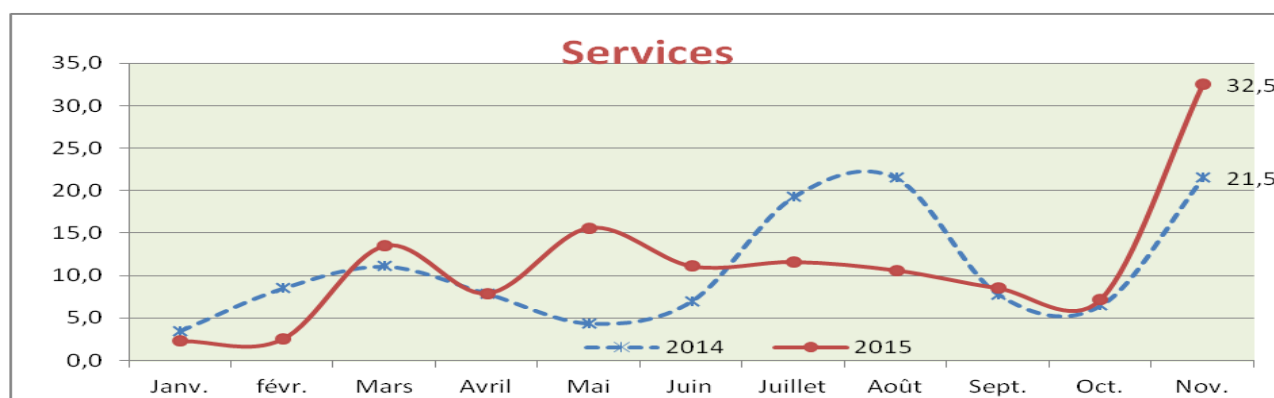


Source : Banque Centrale du Congo

Pour ce qui est du secteur des Services, l'opinion des entrepreneurs de la branche des services affiche un retournement de tendance, après un fléchissement enregistré au cours cinq mois précédents. En effet le solde de leurs opinions pondérées s'est établi à +32,5 % contre +7,2 % un mois auparavant.

Ce redressement est consécutif à l'embellie enregistrée dans les activités d'informatique, de télécommunication, de transport et de réparation des automobiles.

**Graph. 11 : Evolution du solde du secteur des Services en 2014 et 2015**

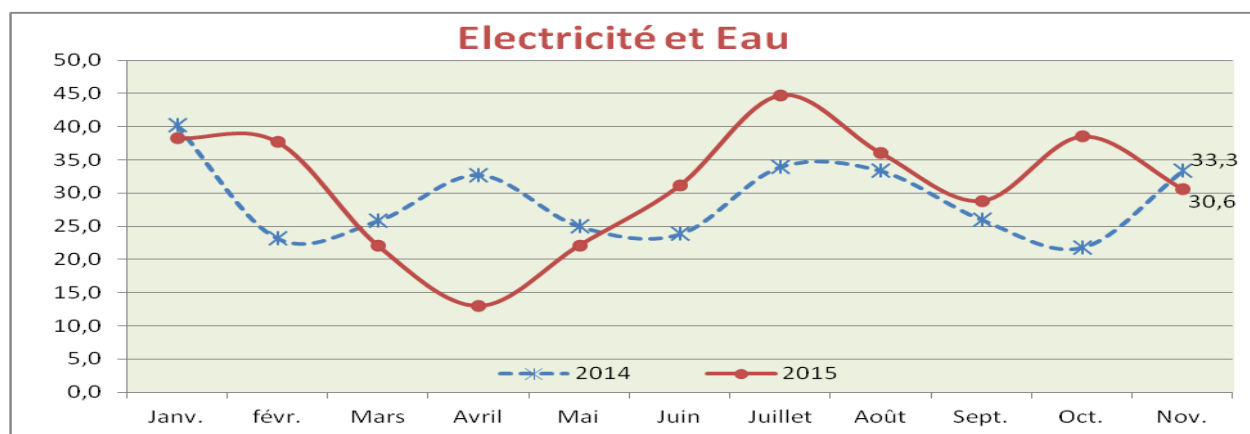


Source : Banque Centrale du Congo

Dans la branche de l'Energie pour ce qui est de la branche d'électricité et eau, les chefs d'entreprises maintiennent un profil optimiste, quoiqu'en recul par rapport au mois d'octobre. Leur solde brut d'opinions a enregistré un reflux à +30,6 % en novembre, après s'être redressé à +38,5 % en octobre.

Ce fléchissement est imputable aux difficultés éprouvées au niveau de la production et de la distribution de l'énergie électrique et de l'eau potable.

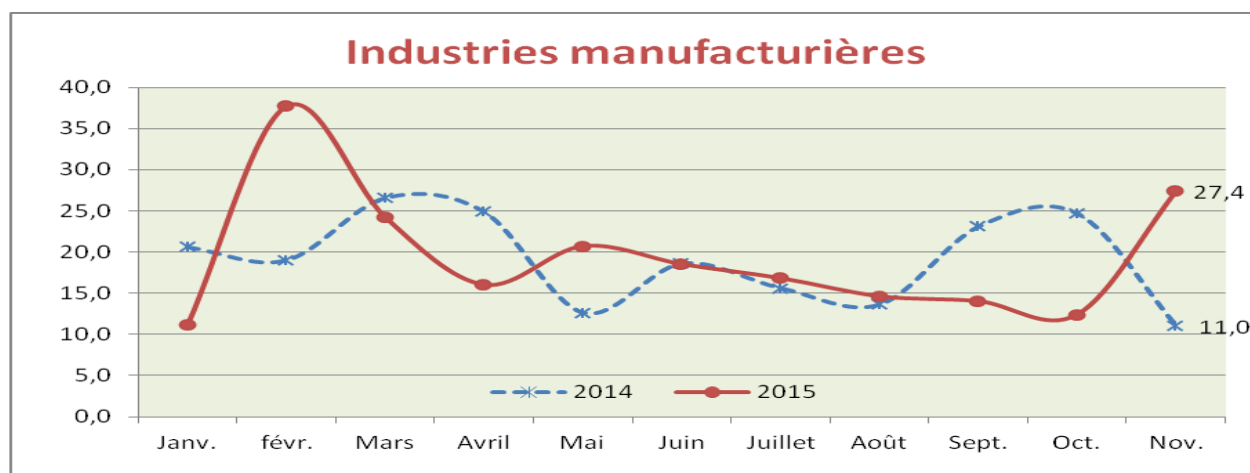
**Graph. 12 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2014 et 2015**



Source : Banque Centrale du Congo

En ce qui concerne les Industries manufacturières, le repli d'optimisme qui a caractérisé les Chefs d'entreprises depuis mai 2015 s'est estompé avec un redressement de forte amplitude enregistré au cours du mois sous revue. En effet, le solde y relatif, qui avait amorcé une tendance baissière depuis près de cinq mois, soit de +20,7 % en mai 2015 à +12,4 % au mois d'octobre, est remonté au mois sous analyse à +27,4 %.

**Graph. 13 : Evolution du solde des Industries manufacturières en 2014 et 2015**



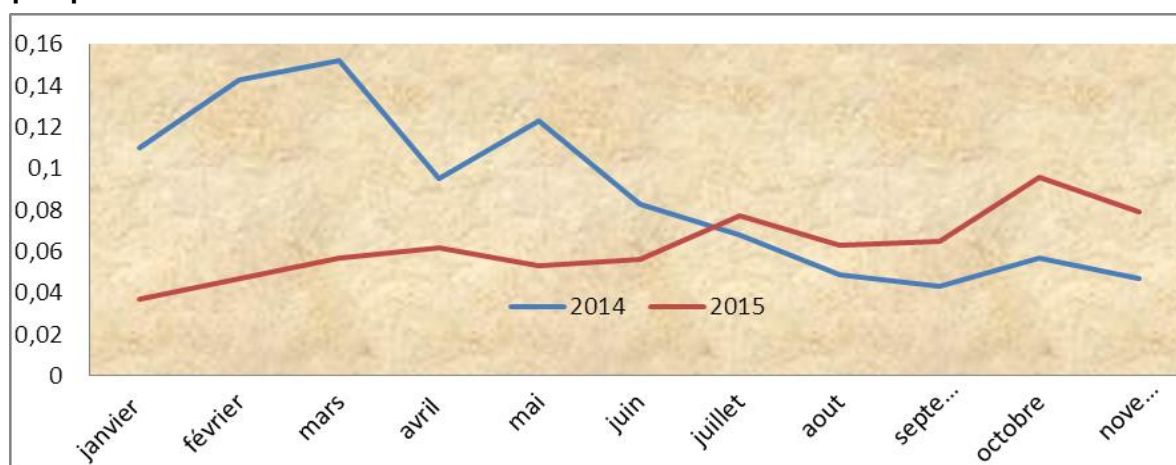
Source : Banque Centrale du Congo

### 2.1.1.2. Evolution des prix intérieurs

A la fin du mois de novembre 2015, l'évolution de l'inflation demeure sous contrôle, révélant ainsi la poursuite de la stabilité sur le marché des biens et services.

En effet, le taux d'inflation mensuel s'est positionné à 0,079 % contre 0,096 % un mois plus tôt, portant ainsi le cumul à 0,693 %. En annualisé, l'inflation est ressortie à 0,751 % et 0,748 % en glissement annuel face à un objectif annuel de 3,5 %.

**Graphique 14 : Evolution du taux d'inflation mensuelle en 2014 et 2015**



Source : Institut National des Statistiques

## 2.2. SECTEUR PUBLIC

### 2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat

Au 30 novembre 2015, le Compte Général du Trésor, intégrant l'amortissement de la dette publique, s'est clôturé par un excédent de 60,4 milliards de CDF, résultant des recettes de 427,9 milliards et des dépenses de 367,5 milliards. Comparativement à la même période de 2014 où le Trésor avait réalisé un excédent de 49,3 milliards de CDF, il y a eu une amélioration de 22,5 % d'une année à l'autre. En cumul annuel, la situation financière de l'Etat, prenant en compte l'amortissement de la dette, affiche un excédent de 24,2 milliards de CDF contre un excédent de 163,4 milliards en 2014, soit un écart de 85,2 %.

**Tableau 6 : Situation mensuelle des opérations du Trésor en 2014 et 2015**  
(en milliards de CDF)

RUBRIQUES	2014		MOIS DE NOVEMBRE			CUMUL NOVEMBRE 2015			VARIATION 2015/2014	
	Mois de nov.	Cumul nov.	Program.	2015	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de nov.	Cumul nov.
Total revenus et dons	359,4	3 497,1	481,3	427,9	88,9	3 895,5	3 721,2	95,5	19,0	6,4
Total dépenses	305,1	3 218,8	454,5	338,4	74,5	4 017,3	3 558,7	88,6	10,9	10,6
Amortissement de la dette	5,0	114,9	11,0	29,0	263,3	104,3	138,3	132,6	484,9	20,4
Solde général (hors dette)	54,3	278,3	26,8	89,5	333,8	121,8	162,5	133,5	64,7	41,6
Solde intégrant l'amort.	49,3	163,4	15,8	60,4	383,0	226,1	24,2	10,7	22,5	85,2

Source : PTR du secteur public

### ➤ Evolution mensuelle des recettes au mois de novembre 2015

Programmées à 481,3 milliards de CDF, les recettes ont été mobilisées à hauteur de 427,9 milliards de CDF, dégageant un taux de réalisation de 88,9 %. Rapprochées au niveau de novembre 2014, les recettes de l'Etat ont enregistré un accroissement de 19,0 %, d'une année à l'autre.

La Direction Générale des Impôts (DGI) a été l'unique régie financière à réaliser une performance comparativement à l'année dernière, en augmentant ses recettes de 63,2 % alors que les toutes autres rubriques ont connu de baisses plus ou moins sensibles. En effet, la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) et la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD) ont enregistré une contreperformance de 3,1 % et 21,2 % respectivement.

Les recettes provenant des pétroliers producteurs et des autres recettes incluant les dons ont connu un recul respectivement de 72,4 % et 26,6 %, d'une année à l'autre.

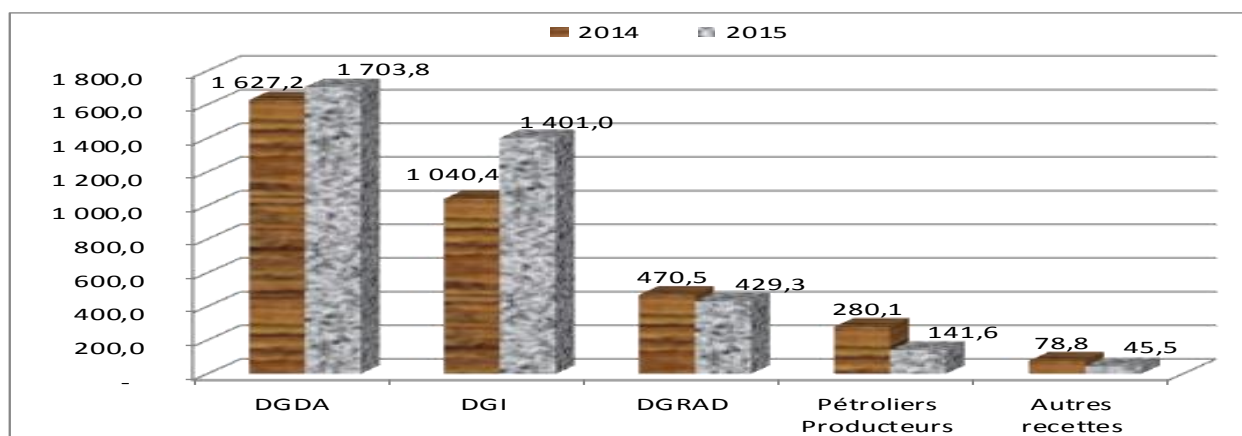
Pour ce qui est de la contribution des régies financières dans la mobilisation des recettes, la prépondérance est maintenue au niveau des recettes des impôts directs et indirects encadrées par la DGI, soit 60,3 % du total des recettes collectées suivie de celles provenant de la DGDA, représentant 31,3 %. Cette situation se justifie principalement par le paiement du deuxième acompte provisionnel de l'impôt sur le bénéfice et profit.

S'agissant des recettes non fiscales générées la DGRAD, elles ont représenté 6,0 % du total alors que les rubriques «pétroliers producteurs » et « autres recettes », ont représenté respectivement 1,7 % et 0,7 % de l'ensemble des recettes.

En cumul annuel, les recettes ont atteint 3.721,2 milliards de CDF, ce qui représente un taux de réalisation de 95,5 % contre 3.497,1 milliards une année plus tôt.



Graphique 15 : Parts relatives des recettes des régies financières 30 novembre 2015



Source : Plan de Trésorerie du secteur public

Tableau 7 : Recettes publiques (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	2014		MOIS DE NOVEMBRE			CUMUL NOVEMBRE 2015			VARIATION 2015/2014	
	Mois de nov.	Cumul nov.	Program.	2015	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de nov.	Cumul nov.
DGDA	138,2	1 627,2	157,8	133,8	84,8	1 768,7	1 703,8	96,3	3,1	4,7
DGI	158,2	1 040,4	283,3	258,1	91,1	1 512,3	1 401,0	92,6	63,2	34,7
DGRAD	32,4	470,5	35,0	25,5	72,9	445,4	429,3	96,4	21,2	8,8
Pétroliers Producteurs	26,5	280,1	5,2	7,3	140,2	132,8	141,6	106,6	72,4	49,5
Dons et autres	4,2	78,8	-	3,1	#DIV/0!	36,3	45,5	125,4	26,6	42,2
<b>RECETTES TOT. ET DONS</b>	<b>359,4</b>	<b>3 497,1</b>	<b>481,3</b>	<b>427,9</b>	<b>88,9</b>	<b>3 895,5</b>	<b>3 721,2</b>	<b>95,5</b>	<b>19,0</b>	<b>6,4</b>

Source : Plan de Trésorerie du secteur public

### ➤ Evolution mensuelle des dépenses à fin novembre 2015

Sur un montant programmé de 454,5 milliards de CDF, les dépenses publiques à la clôture du mois de novembre de l'année en cours, hors amortissement de la dette, ont été exécutées à concurrence de 338,4 milliards de CDF, soit un taux d'exécution de 74,5 %.

L'affectation de l'enveloppe totale a été plus orientée vers les dépenses courantes pour un montant de 329,2 milliards de CDF, soit un taux de réalisation de 91,7 %. Ces dépenses ont représenté 97,3 % des dépenses totales pour lesquelles les débours au titre de la rémunération ont représenté près de la moitié.

Quant aux dépenses en capital, se chiffrant à 8,9 milliards de CDF, elles n'ont été exécutées qu'à 13,4 %, représentant 2,6 % du total des dépenses hormis l'amortissement de la dette. Rapprochées à leur niveau de la même période de l'année passée, ces dépenses ont connu une forte baisse de 80,5 %.

D'autre part, les dépenses cumulées des onze premiers mois de l'année en cours se sont chiffrées à 3.558,7 milliards de CDF, alors que les projections les ont situées à 4.017,3 milliards de CDF, représentant un taux d'exécution de 88,6 %.

Les dépenses courantes se sont situées à 3.128,5 milliards avec un taux de réalisation de 96,2 %, représentant 87,9 % du total des dépenses hormis l'amortissement. Comparativement à son niveau de la même période en 2014, ces dépenses ont crû de 14,4 %.

**Tableau 8 : Dépenses publiques (en milliards de CDF)**

RUBRIQUES	2014		MOIS DE NOVEMBRE			CUMUL NOVEMBRE 2015			VARIATION 2015/2014	
	Mois de nov.	Cumul nov.	Program.	2015	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de nov.	Cumul nov.
Dépenses courantes hors TVA-R	257,1	2 735,2	358,8	329,2	91,7	3 253,7	3 128,5	96,2	28,0	14,4
Intérêt sur la dette	10,0	106,3	9,6	8,7	90,5	93,9	98,9	105,3	- 12,9	- 7,0
- dont dette extérieure	1,9	16,6	2,6	0,5	19,7	16,1	14,5	90,2	- 73,0	- 12,7
Dépenses en capital	45,1	416,8	66,6	8,9	13,4	568,7	368,3	64,8	- 80,3	- 11,6
Autres dépenses	2,9	66,8	29,1	0,4	1,3	194,9	61,9	31,8	- 87,1	- 7,2
<b>Total dépenses (hors amort)</b>	<b>305,1</b>	<b>3 218,8</b>	<b>454,5</b>	<b>338,4</b>	<b>74,5</b>	<b>4 017,3</b>	<b>3 558,7</b>	<b>88,6</b>	<b>10,9</b>	<b>10,6</b>

Source : PTR du secteur public

### 2.2.2. Evolution du plan de trésorerie de la Banque Centrale

Au 30 novembre 2015, l'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC s'est clôturée par un léger excédent de 1,0 million de CDF. Ce résultat est consécutif aux encaissements de 14,625 milliards de CDF et aux décaissements de 14,624 milliards. En cumul annuel, le PTR de la banque enregistre un léger excédent de 48,0 millions de CDF.

**Tableau 9 : Plan de trésorerie de la BCC en 2014 et 2015**  
(en milliards de CDF)

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL A FIN OCTOBRE			AU 26 NOVEMBRE 2015		
	2014	2015	VARIATION en %	PROGRAM. MENSUELLE	EXECUTION MENSUELLE	TAUX D'EXEC. En %
ENCAISS.	157,908	161,181	2,1	14,086	14,625	103,8
DECAISS.	157,856	161,133	2,1	14,086	14,624	103,8
<b>RESULTAT</b>	<b>0,052</b>	<b>0,048</b>	- 7,7	-	<b>0,001</b>	

Source : PTR BCC

## 2.3. SECTEUR EXTERIEUR

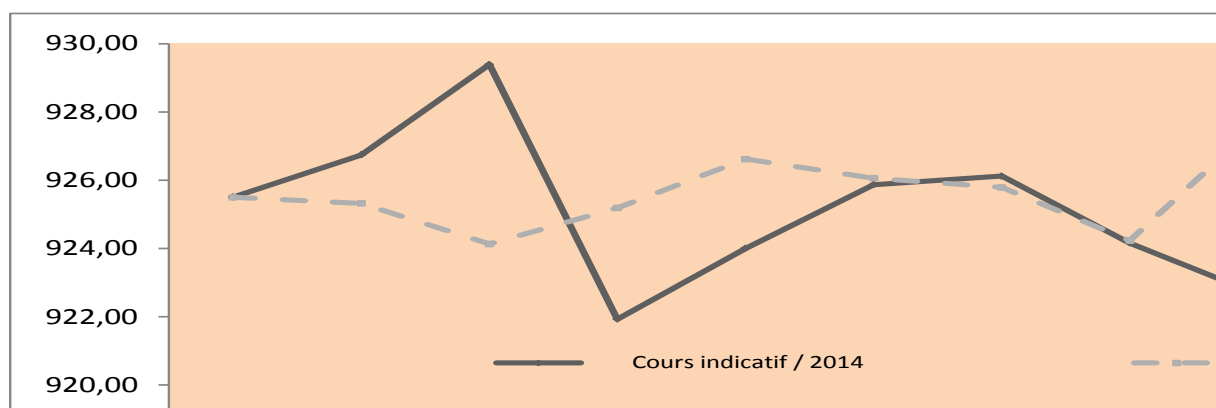
### 2.3.1. Le marché des changes

Au cours du mois de novembre 2015, le marché des changes est demeuré stable sur ses deux segments. Le cours du dollar s'est fixé à 925,73 CDF et 931,75 CDF respectivement à l'interbancaire et au marché parallèle. Comparativement au mois précédent, il s'observe une appréciation de 0,3 % du taux indicatif et une dépréciation de 0,1 % du taux parallèle.

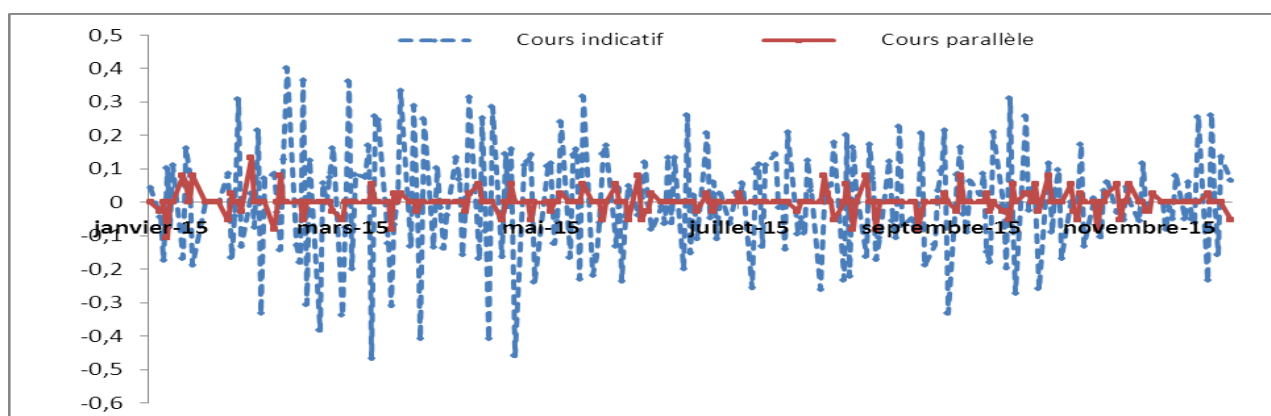
**Tableau 10 : Evolution des taux indicatif et parallèle au troisième semestre 2015**

	Taux de change CDF/1 USD 2015		Variation en % mensuelle		var. en% par rapport à fin déc. -14	
	Indicatif	Parallèle	Indicatif	Parallèle	Indicatif	Parallèle
31-déc.-14	924,51	932,25				
30-janv.-15	925,32	932,00	0,14	0,00	-0,09	0,03
27-févr.-15	926,06	932,00	0,06	0,00	-0,17	0,03
31-mars-15	925,45	932,25	-0,08	-0,05	-0,10	0,00
30-avr-15	926,62	932,00	-0,19	0,00	-0,23	0,03
29-mai-15	926,06	932,00	-0,32	0,00	-0,17	0,03
29-juin-15	925,20	932,25	0,14	0,00	-0,07	0,00
31-juil.-15	924,23	931,75	0,02	0,05	0,03	0,05
31-août-15	927,65	933,00	-0,37	-0,13	-0,34	-0,08
30-sept.-15	925,45	932,25	0,24	0,08	-0,10	0,00
30-oct.-15	928,02	931,25	-0,28	0,11	-0,38	0,11
30-nov.-15	925,73	931,75	0,25	-0,05	-0,13	0,05

Source : Banque Centrale du Congo.

**Graphique 17 : Evolution des taux de change indicatif (CDF/ 1 USD)**

Source : Banque Centrale du Congo.

**Graphique 18 : Volatilité des taux de change indicatif et parallèle**

Source : Banque Centrale du Congo.

### 2.3.2. Budget en devises et Réserves internationales

Au 30 novembre 2015, l'exécution du budget en devises affiche un excédent mensuel de 32,62 millions de USD après trois mois successifs de déficits. En cumul annuel, il s'observe une consommation nette de devises de 149,05 millions de USD, ramenant les réserves à 1.496,09 millions contre 1.463,48 millions en USD un mois plus tôt. Ce niveau correspond à 6,17 semaines d'importations des biens et services sur ressources propres.

**Tableau 11 : Exécution du budget en devises en 2015 (en millions de USD)**

RUBRIQUES	Cumul 2014	30-janv-15	27-févr-15	31-mars-15	30-avr-15	29-mai-15	29-juin-15	31-juil-15	31-août-15	30-sept-15	30-oct-15	30-nov-15	CUMULE 2015
Stock initial		1 645,14	1 752,85	1 735,41	1 697,29	1 716,02	1 651,98	1 598,85	1 640,31	1 580,59	1 502,78	1 463,48	
<b>I. FLUX PROJETE EN RECETTES</b>	<b>743,66</b>	<b>148,76</b>	<b>32,39</b>	<b>30,41</b>	<b>119,95</b>	<b>14,69</b>	<b>30,03</b>	<b>78,87</b>	<b>23,41</b>	<b>4,13</b>	<b>26,35</b>	<b>98,64</b>	<b>607,62</b>
<b>A. Recettes d'exploitation</b>	<b>56,68</b>	<b>3,52</b>	<b>4,36</b>	<b>5,17</b>	<b>4,40</b>	<b>4,00</b>	<b>22,99</b>	<b>24,76</b>	<b>20,24</b>	<b>3,94</b>	<b>19,16</b>	<b>96,54</b>	<b>209,04</b>
Redevance de contrôle de change	46,72	2,86	3,68	4,42	3,80	3,44	3,95	4,40	3,80	3,48	3,67	4,08	41,56
<b>B. Opérations de change</b>	<b>686,98</b>	<b>145,25</b>	<b>28,03</b>	<b>25,24</b>	<b>115,60</b>	<b>10,68</b>	<b>7,04</b>	<b>54,11</b>	<b>3,16</b>	<b>0,19</b>	<b>7,19</b>	<b>2,10</b>	<b>398,58</b>
1. Rachat recettes fiscales et non fisc	67,17	105,06	0,53	0,39	79,60	0,68	0,64	44,34	0,16	0,19	0,19	0,10	231,87
Recettes pétrolière	12,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes minières	22,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. Achats interbancaires (Adjudications)	611,60	20,00	27,50	23,50	36,00	10,00	6,40	0,00	3,00	0,00	7,00	2,00	135,40
<b>II. FLUX PROJETES EN DEPENSES</b>	<b>824,53</b>	<b>41,06</b>	<b>49,83</b>	<b>68,54</b>	<b>101,22</b>	<b>78,73</b>	<b>83,16</b>	<b>37,41</b>	<b>83,12</b>	<b>81,94</b>	<b>65,65</b>	<b>66,02</b>	<b>756,67</b>
<b>A. Dépenses du Trésor</b>	<b>763,83</b>	<b>37,15</b>	<b>45,53</b>	<b>58,71</b>	<b>94,95</b>	<b>75,14</b>	<b>72,28</b>	<b>35,23</b>	<b>80,25</b>	<b>74,07</b>	<b>63,67</b>	<b>61,94</b>	<b>698,92</b>
1. Service de la dette extérieure	208,82	0,54	5,06	10,77	32,80	27,05	29,90	2,97	9,51	2,71	12,84	31,51	165,64
2. Paiement des diverses créances	73,41	4,72	3,69	5,27	6,78	5,40	5,43	5,39	6,20	5,61	5,82	6,87	61,17
3. Fonctionnement	481,60	31,89	36,78	42,68	55,40	42,69	36,94	26,88	64,54	65,75	45,01	23,56	472,12
Fournisseur étrangers	221,86	10,28	4,19	19,50	25,40	12,94	10,03	12,18	21,88	41,03	19,60	5,76	182,78
<b>B. Dépenses BCC</b>	<b>60,70</b>	<b>3,91</b>	<b>4,30</b>	<b>9,83</b>	<b>6,30</b>	<b>3,59</b>	<b>10,87</b>	<b>2,18</b>	<b>2,88</b>	<b>7,87</b>	<b>1,98</b>	<b>4,08</b>	<b>57,75</b>
Ventes interbancaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>BALANCE</b>	<b>-80,87</b>	<b>107,70</b>	<b>-17,44</b>	<b>-38,13</b>	<b>18,73</b>	<b>-64,04</b>	<b>-53,13</b>	<b>41,46</b>	<b>-59,72</b>	<b>-77,81</b>	<b>-39,30</b>	<b>32,62</b>	<b>-149,05</b>
Stock final	1 645,14	1 752,85	1 735,41	1 697,29	1 716,02	1 651,98	1 598,85	1 640,31	1 580,59	1 502,78	1 463,48	1 496,09	1 496,09

Source : Banque Centrale du Congo

**Tableau 12 : Réserves de change (en millions de USD)**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	30 nov.15
<b>Réserves brutes</b>	88,9	1.010,8	1.327,2	1.272,7	1.634,2	1.745,4	1.645,1	1.496,09
<b>Semaines d'importations</b>	0,47	7,85	7,73	7,2	9,35	9,25	7,87	6,17

## 2.4 Monnaie et Crédit

### 2.4.1 Evolution de l'offre de monnaie

Au 30 novembre 2015, la masse monétaire s'est chiffrée à 4.177,93 milliards de CDF, soit une hausse de 5,3 % par rapport à fin décembre 2014. Cette hausse est expliquée par une augmentation des avoirs intérieurs nets de 16,37 % dont la contribution à l'accroissement de la masse monétaire a été de 9,3 points de pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont régressé de 11,98 %, soit une contribution négative de 4,0 points.

Au niveau des composantes, l'élargissement de la masse monétaire est localisé au niveau de la quasi monnaie où les dépôts en devises se sont accru de 136,2 milliards de CDF, soit une contribution de 3,4 points de pourcentage dans l'accroissement de la masse monétaire. Il importe de noter que la circulation fiduciaire a connu un recul de 5,0 % par rapport au mois de décembre 2014, témoignant ainsi de la préférence des agents économiques à la détention de leurs avoirs en banque.

**Tableau 11 : contribution à la variation de la Masse monétaire**

Contreparties		Composantes	
Rubriques	Contribution à la MM (en Pts de %)	Rubriques	Contribution à la MM (en Pts de %)
<b>Avoirs extérieurs Nets</b>	<b>-4,0</b>	<b>Monnaie et quasi-monnaie (M2)</b>	<b>5,3</b>
dont BCC	3,0	dont M1	1,0
BCM	1,0	Quasi-monnaie	4,4
<b>Avoirs Intérieures Nets</b>	<b>9,3</b>	<b>Provisions pour Importations</b>	<b>-0,1</b>
<b>Variation de la masse monétaire</b>	<b>5,3</b>	<b>Variation de la masse monétaire</b>	<b>5,3</b>

Par contre, l'offre de la monnaie centrale a régressé de 1,3 %, atteignant 1.137,79 milliards de CDF par rapport à fin décembre 2014. Cette diminution, au niveau des contreparties, est expliquée par la régression des avoirs extérieurs nets de 31,2 % contrecarré par une progression des avoirs intérieurs nets de 15,9 %.

Au niveau des composantes, la baisse est localisée principalement au niveau de la circulation fiduciaire qui s'est contractée de 3,9 % alors que les dépôts des banques se sont accrus de 27,5 %.

#### 2.4.2. Marché monétaire

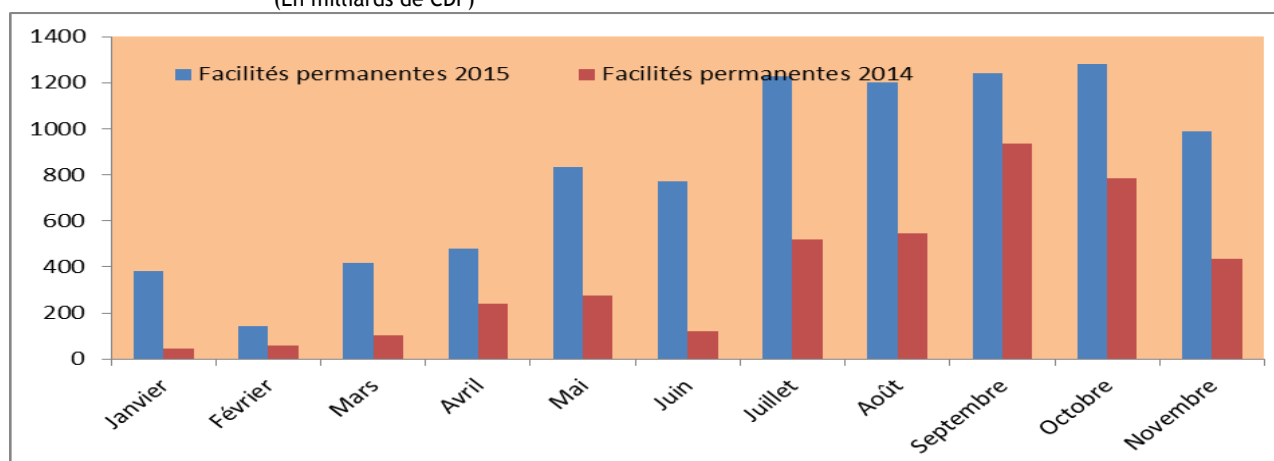
- **Guichet des facilités permanentes**

Au 30 novembre 2015, le guichet des facilités permanentes a enregistré des opérations mensuelles de 988,77 milliards de CDF contre 1.281,19 milliards de CDF un mois plus tôt, soit une baisse de 292,42 milliards. Pour rappel, les opérations à ce même guichet, au mois de novembre 2014, se chiffraient à 433,70 milliards.

En cumul, les opérations ont atteint 8.969,09 milliards de CDF contre 4.062,30 milliards à période correspondante de 2014, soit un accroissement de 4.906,79 milliards de CDF.

### Graphique 19 : Evolution des facilités permanentes 2014 et 2015

(En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

- **Marché interbancaire**

Au 30 novembre 2015, le guichet de l'interbancaire a accumulé des opérations annuelles à hauteur de 3.154,18 milliards de CDF contre 3.723,03 milliards à la période correspondante de 2014, soit une baisse de 568,85 milliards de CDF. En flux mensuel, le volume des transactions s'est chiffré à 191,0 milliards de CDF à fin novembre 2015 contre 543,55 milliards à la même période de 2014, soit un recul de 352,55 milliards. Le taux moyen pondéré a varié autour de 1,7 % soit le même niveau qu'à fin décembre 2014.

### Graphique 20 : Marché interbancaire (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

### Tableau 14 : Guichet prêts interbancaires (en milliards de CDF, sauf indication contraire)

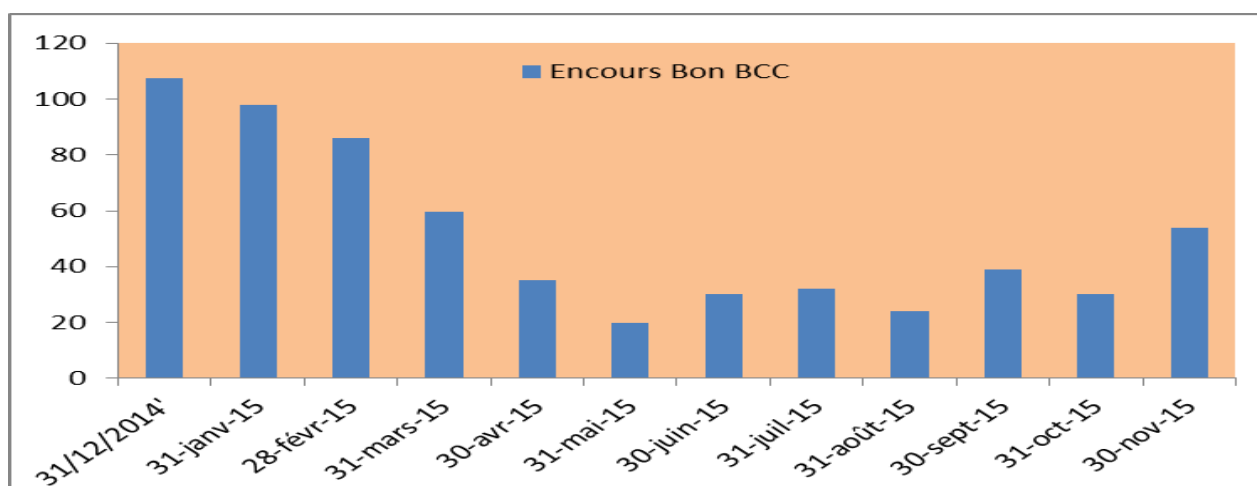
	Déc-2014	Janv-15	Févr-15	Mars-15	Avril-15	Mai-15	Juin-15	Juil-15	Août-15	Sept.-15	Oct.-15	Nov.-15	Total 2015
<b>VOLUME</b>	580,5	324,50	460,15	313,50	331,70	246,10	508,00	167,90	198,00	149,33	264,00	191,0	3.154,18
<b>Taux d'intérêt</b>	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7 % moyenne

Source : Banque Centrale du Congo

- **Marché des Bons de la Banque Centrale du Congo**

Au 25 novembre 2015, l'encours global Bons BCC a été porté à 54,0 milliards de CDF, venant de 30,0 milliards un mois plus tôt, dégageant une ponction mensuelle de 24,0 milliards et une injection annuelle de 53,4 milliards de CDF. Cet encours est reparti de la manière suivante : 9,0 milliards pour la maturité à 7 jours, 30,0 milliards pour la maturité à 28 jours et 15,0 milliards pour celle à 84 jours.

**Graphique 21 : Evolution de l'encours des Bons BCC en 2015  
(en milliards de CDF)**



Source : Banque Centrale du Congo

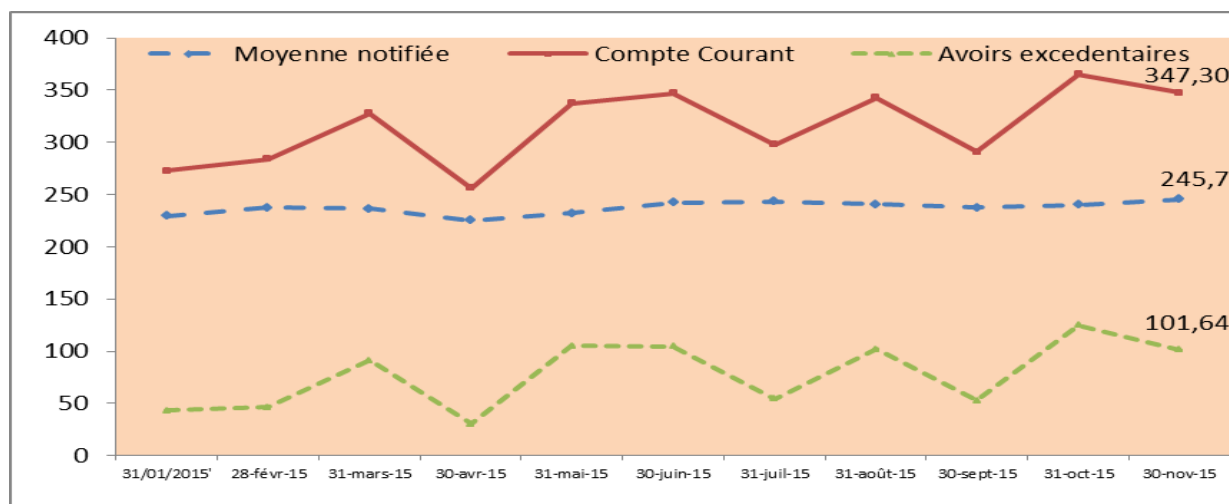
Les taux moyens pondérés des Bons BCC à 7, 28 et 84 jours se sont situés respectivement à 32,0 %, 35,0 % et 38,0 % contre 0,25 %, 0,58 % et 0,63 % un mois et un trimestre plus tôt. S'agissant des marges de positivité, le taux directeur réel se chiffre à 1,25 point contre 0,77 point à fin décembre 2014.

Quant aux taux moyens pondérés réels des Bons BCC à 7, 28 et 84 jours, ils sont négatifs pour les trois maturités, soit -0,43 point pour celui à 7 jours, -0,40 pour celui à 28 jours et -0,37 point pour celui à 84 jours.

- **Evolution des avoirs libres des banques**

Au 30 novembre 2015, le compte courant des banques a connu une hausse de 74,95 milliards de CDF, se situant à 347,29 milliards de CDF contre 272,34 milliards au 31 décembre 2014 et 365,27 milliards de CDF un mois plus tôt.

La moyenne de la réserve obligatoire notifiée pour la période du 15 novembre au 14 décembre 2015 étant de 245,66 milliards de CDF, il se dégage des avoirs excédentaires des banques de 101,64 milliards de CDF contre 8,77 milliards à la période correspondante de l'année 2014.

**Graphique 23 : Compte courant des banques en 2015 (en milliards de CDF)**

Source : Banque Centrale du Congo

- **Evolution des émissions monétaires**

Au 30 novembre 2015, les émissions nettes cumulées se sont établies à 99,91 milliards de CDF contre 141,36 milliards à la période correspondante de 2014, tenant à des destructions de 111,86 milliards et des émissions de 211,79 milliards.

Le cumul des billets recyclés s'est établi à 1.366,20 milliards de CDF contre 1.009,37 une année avant, représentant 61,41 % en provinces contre 38,59 % au Siège.

**Tableau 15 : Evolution des émissions monétaires en 2015 (en millions de CDF)**

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Cumul/An
Prévisions émissions	7 490,70	46 850,00	-	32 770,00	-	42 000,00	4 472,00	31 928,00	5 123,00	36 985,00	5 114,00	212 732,70
Emissions = (A)	2 481,30	43 182,50	6 868,15	29 111,02	4 007,00	38 348,00	6 534,50	33 548,85	5 849,11	34 793,85	7 069,95	211 794,22
Destructions = (B)	11 522,00	2 112,50	312,50	10 775,00	25 326,41	24 713,09	13 914,50	5 514,01	4 290,00	7 467,55	5 937,50	111 885,05
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	- 9 040,70	41 070,00	6 555,65	18 336,02	- 21 319,41	13 634,91	- 7 380,00	28 034,84	1 559,11	27 326,30	1 132,45	99 909,17
Recyclage	141 454,06	94 010,32	117 945,67	113 635,24	108 346,92	121 588,87	153 324,36	119 923,55	147 297,68	135 452,45	113 216,17	1 366 195,30
dont au Siège	56 882,50	34 629,72	45 859,78	41 646,54	40 616,80	48 685,52	64 740,53	41 280,30	56 805,82	57 398,97	38 645,91	527 192,39
dont en provinces (*)	84 571,56	59 380,60	72 085,89	71 988,70	67 730,12	72 903,35	88 583,83	78 643,25	90 491,87	78 053,48	74 570,26	839 002,91

### 2.4.3. Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

A fin novembre 2015, l'interaction des facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une ponction nette de liquidité de 41,0 milliards de CDF contre une injection programmée de 79,8 milliards de CDF. Cette situation est expliquée principalement par l'action des facteurs autonomes.



Tableau 16 : Facteurs de liquidité bancaire en 2015 (flux en milliards de CDF)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
Variation en milliards de CDF	nov-15	30-nov-15	
<b>1. Fact. autonomes (hors circul fiduc.)</b>	<b>129,0</b>	<b>-46,9</b>	<b>-176,0</b>
a) AEN	99,0	-135,8	-234,8
b) AIN	30,1	88,9	58,8
. Crédits intérieurs	30,1	85,1	55,0
* CNE	75,4	35,2	-40,2
* Créances sur BCM (RME)	-44,0	43,4	87,4
* Créances sur secteur privé	-1,4	6,4	7,8
. APN hors Bons BCC	0,0	3,9	3,8
<b>2. Fact. Institutionnels</b>	<b>49,3</b>	<b>-6,0</b>	<b>-55,2</b>
a) Encours Bons BCC	57,6	-53,4	-111,0
b) Réserve Obligatoire	38,2	18,2	-20,0
c) Encours refinancement	46,6	-29,2	-75,8
<b>Fact. Instit. Fact. Auton. (a)</b>	<b>79,8</b>	<b>-41,0</b>	<b>-120,7</b>

Source : BCC. (i)+ Injection ; - ponction

- Evolution des facteurs autonomes

A fin novembre 2015, les facteurs autonomes ont contribué à une ponction de la liquidité de 46,9 milliards de CDF contre une injection programmée de 129,0 milliards. Cette évolution est principalement liée aux avoirs extérieurs nets qui ont ponctionné 135,8 milliards, alors que les avoirs intérieurs nets ont injecté 88,9 milliards de CDF.

- Evolution des facteurs institutionnels

Les instruments de la politique monétaire ont injecté de la liquidité à hauteur de 6,0 milliards de CDF contre une ponction programmée de 49,3 milliards. Cette situation est consécutive à l'injection réalisée via les Bons BCC de 53,4 milliards, contrebalancée par les ponctions opérées par l'encours de refinancement de 29,2 milliards et la réserve obligatoire de 18,2 milliards de CDF.

## 2.4.4. Dynamisme de l'Activité bancaire

### 2.4.4.1. Dépôts de la clientèle

A fin novembre 2015, les dépôts de la clientèle des banques se sont accrus de 10,69 % par rapport à fin décembre 2014, atteignant à niveau 3.634.32 millions de USD. Rapproché à leur niveau d'il y a un mois, ils ont régressé de -2,7 %.

Selon la monnaie de constitution, ces dépôts ont augmenté respectivement de 5,06 % pour les dépôts en monnaie nationale et de 9,9 % pour ceux en monnaie étrangère par rapport à la situation de 2014.

**Tableau 17 : Evolution des dépôts de la clientèle des banques  
(en millions de USD)**

TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	nov-14	déc-14	janv-15	févr-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	Variation
<b>I. Dépôts de la clientèle par Types</b>	<b>3 327,51</b>	<b>3 364,10</b>	<b>3 479,87</b>	<b>3 469,90</b>	<b>3 516,28</b>	<b>3 558,75</b>	<b>3 705,40</b>	<b>3 756,62</b>	<b>3 703,07</b>	<b>3 711,39</b>	<b>3 731,37</b>	<b>3 733,46</b>	<b>3 634,32</b>	9,22
<b>(a) Comptes ordinaires</b>	<b>2 820,46</b>	<b>2 834,24</b>	<b>2 978,72</b>	<b>2 946,82</b>	<b>2 973,26</b>	<b>2 996,06</b>	<b>3 142,54</b>	<b>3 159,66</b>	<b>3 101,16</b>	<b>3 093,19</b>	<b>3 103,30</b>	<b>3 092,14</b>	<b>3 029,82</b>	7,42
Comptes courants	1 910,31	1 925,01	2 048,99	2 018,90	2 049,88	2 044,23	2 148,98	2 143,25	2 081,88	2 107,32	2 114,64	2 104,67	2 059,21	7,79
Comptes de chèques	393,01	391,51	408,19	409,82	388,31	396,85	415,00	419,10	407,62	395,28	400,87	408,55	401,89	2,26
Comptes sur livrets	435,26	438,02	440,11	448,65	454,26	459,54	476,97	478,72	483,00	468,91	480,92	478,02	468,73	7,69
Provisions crédocs	15,41	15,16	15,66	14,78	15,46	21,74	17,64	17,31	29,92	20,68	12,67	12,17	13,48	- 12,48
Autres	66,48	64,53	65,76	54,67	65,36	73,70	83,96	101,29	98,73	101,00	94,20	88,74	86,51	30,13
<b>(b) Dépôts à terme</b>	<b>469,72</b>	<b>491,65</b>	<b>461,86</b>	<b>481,49</b>	<b>501,66</b>	<b>520,69</b>	<b>504,80</b>	<b>528,44</b>	<b>530,01</b>	<b>549,09</b>	<b>559,22</b>	<b>598,42</b>	<b>561,46</b>	19,53
<b>(c) Dépôts à regime spécial</b>	<b>37,33</b>	<b>38,21</b>	<b>39,29</b>	<b>41,59</b>	<b>41,37</b>	<b>42,00</b>	<b>58,06</b>	<b>68,51</b>	<b>71,91</b>	<b>69,11</b>	<b>68,85</b>	<b>42,90</b>	<b>43,05</b>	15,32
<b>II. Dépôts de la clientèle par Monnaies</b>	<b>3 327,51</b>	<b>3 364,10</b>	<b>3 479,87</b>	<b>3 469,90</b>	<b>3 516,28</b>	<b>3 558,75</b>	<b>3 705,40</b>	<b>3 756,62</b>	<b>3 703,07</b>	<b>3 711,39</b>	<b>3 731,37</b>	<b>3 733,46</b>	<b>3 634,32</b>	9,22
MN	483,15	486,45	526,84	538,09	539,19	471,17	489,62	520,17	504,71	560,32	536,51	549,37	507,57	5,06
ME	2 844,36	2 877,65	2 953,03	2 931,81	2 977,09	3 087,57	3 215,77	3 236,45	3 198,36	3 151,07	3 194,86	3 184,09	3 126,75	9,93
<b>III. Dépôts de la clientèle PAR PROVENANCE</b>	<b>3 327,51</b>	<b>3 364,10</b>	<b>3 479,87</b>	<b>3 469,90</b>	<b>3 516,28</b>	<b>3 558,75</b>	<b>3 705,40</b>	<b>3 756,62</b>	<b>3 703,07</b>	<b>3 711,39</b>	<b>3 731,37</b>	<b>3 733,46</b>	<b>3 634,32</b>	9,22
Administration publique	156,69	173,54	166,13	141,45	132,52	196,17	201,67	149,77	159,16	155,13	135,41	141,67	132,79	- 15,25
Administration publique locale	33,43	38,12	36,53	33,56	33,48	30,95	34,12	44,07	45,35	44,44	43,16	39,54	45,81	37,03
Entreprises publiques	264,69	273,18	291,93	287,40	285,75	286,32	292,39	297,60	267,64	284,78	298,66	273,32	270,59	2,23
Entreprises privées	1 410,06	1 391,16	1 451,73	1 498,16	1 534,08	1 489,67	1 559,80	1 631,38	1 738,41	1 614,07	1 648,45	1 677,86	1 544,08	9,50
Ménages	1 462,64	1 488,11	1 533,55	1 509,32	1 530,45	1 555,65	1 617,43	1 633,80	1 492,51	1 612,96	1 605,69	1 601,06	1 641,06	12,20

Source : Banque Centrale du Congo

#### 2.4.4.2. Crédits à l'économie

A fin octobre 2015, l'encours du crédit à la clientèle a connu une progression de 15,59 % par rapport à décembre 2014, dominé par les crédits tant en monnaie étrangère qu'en monnaie nationale contre une nette préférence, d'un mois à l'autre, de la monnaie étrangère.

**Tableau 18 : Evolution des crédits à décaissement à la clientèle  
(en millions de USD)**

Rubriques	nov-14	déc-14	janv-15	févr-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	Variation
<b>Crédits bruts à la clientèle (1+2)</b>	<b>2 063,87</b>	<b>2 119,12</b>	<b>2 071,09</b>	<b>2 094,76</b>	<b>2 070,79</b>	<b>2 222,61</b>	<b>2 219,68</b>	<b>2 359,10</b>	<b>2 382,99</b>	<b>2 385,89</b>	<b>2 399,89</b>	<b>2 373,91</b>	<b>2 385,54</b>	15,59
<b>1. Crédits nets par terme</b>	<b>1 976,53</b>	<b>2 031,71</b>	<b>1 980,90</b>	<b>2 007,54</b>	<b>1 979,86</b>	<b>2 123,94</b>	<b>2 118,31</b>	<b>2 255,00</b>	<b>2 280,48</b>	<b>2 278,90</b>	<b>2 290,20</b>	<b>2 259,87</b>	<b>2 272,90</b>	14,99
Crédits à long terme	88,90	86,20	85,94	84,72	88,97	88,92	134,03	213,08	209,60	207,89	208,75	209,18	209,98	136,20
Crédits à moyen terme	545,68	546,32	533,58	546,52	543,01	554,18	567,28	603,25	594,92	601,72	654,53	656,93	659,57	20,87
Crédits à court terme	472,24	517,72	478,74	513,95	482,76	505,74	506,94	470,70	482,05	395,16	406,37	408,40	353,25	-25,20
Découvert bancaire	793,48	800,85	790,61	779,62	750,69	852,91	808,75	851,15	871,31	940,57	877,90	852,88	850,97	7,24
Crédits nets en souffrance	76,23	80,61	92,04	82,73	114,44	122,19	101,31	116,82	122,60	133,55	142,65	132,48	199,14	161,22
<b>2. Provisions pour crédits par monnaies</b>	<b>87,35</b>	<b>87,41</b>	<b>90,19</b>	<b>87,21</b>	<b>90,92</b>	<b>98,66</b>	<b>101,36</b>	<b>104,10</b>	<b>102,51</b>	<b>107,00</b>	<b>109,70</b>	<b>114,05</b>	<b>112,64</b>	28,96
<b>Ventilation des crédits par monnaies</b>	<b>1 976,53</b>	<b>2 031,71</b>	<b>1 980,90</b>	<b>2 007,54</b>	<b>1 979,86</b>	<b>2 123,94</b>	<b>2 118,31</b>	<b>2 255,00</b>	<b>2 280,48</b>	<b>2 278,90</b>	<b>2 290,20</b>	<b>2 259,87</b>	<b>2 272,90</b>	14,99
MN	157,03	227,22	173,44	198,23	187,12	192,13	194,40	210,79	232,46	236,92	249,07	253,05	242,46	54,41
ME	1 819,50	1 804,49	1 807,45	1 809,31	1 792,74	1 931,82	1 923,92	2 044,21	2 048,03	2 041,97	2 041,13	2 006,82	2 030,44	11,59
<b>Crédits bruts à la clientèle par secteur</b>	<b>2 063,87</b>	<b>2 119,12</b>	<b>2 071,09</b>	<b>2 094,76</b>	<b>2 070,79</b>	<b>2 222,61</b>	<b>2 219,68</b>	<b>2 359,10</b>	<b>2 382,99</b>	<b>2 385,89</b>	<b>2 399,89</b>	<b>2 373,91</b>	<b>2 385,54</b>	15,59
Administration publique	89,29	89,05	86,81	94,56	90,94	100,07	103,39	95,79	94,50	91,75	88,53	88,51	80,84	-9,47
Entreprises publiques	141,85	155,37	150,18	146,09	126,28	146,23	144,25	150,52	148,32	131,80	121,85	123,26	103,36	-27,14
Entreprises privées	1 239,05	1 277,67	1 233,17	1 254,88	1 241,06	1 374,26	1 352,36	1 467,10	1 464,35	1 474,48	1 441,30	1 425,05	1 452,24	17,21
Ménages	593,68	597,03	600,93	599,23	612,51	602,05	619,67	645,69	675,82	687,86	748,21	737,10	749,11	26,18

Source : Banque Centrale du Congo

### 2.4.5. Evaluation des objectifs de la politique monétaire

Tous les objectifs de la politique monétaire demeurent sous contrôle.

**Tableau 19 : Etat des objectifs de la politique monétaire**

Instruments	Niveau	Marges	
Taux directeur	2,00 %	1,252 point	
Taux MP (Bons BCC) à 7 jours	0,32	- 0,428 point	
Taux MP (Bons BCC) à 28 jours	0,35	- 0,398 point	
Taux MP (Bons BCC) à 84 jours	0,38	- 0,368 point	
Coefficient de réserve obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dépôts en ME :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- 8 % pour les dépôts à vue</li> <li>- 7 % pour les dépôts à terme</li> </ul> </li> <li>➤ Dépôts en MN :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 % pour les dépôts à vue</li> <li>- 0 % pour les dépôts à terme</li> </ul> </li> </ul>		
Objectifs de Politique Monétaire	Cible	Réalisations	Ecart
	Nov-2015	30-nov-15	
Taux d'inflation en glissement annuel	3,5 %	0,748	-2,752
Base monétaire au sens strict (milliards CDF)	1.217,13	1.141,16	-75,97
M2 hors provisions et dépôts en devises (miards CDF)	1.305,69	1.292,46	-13,23

Source : Banque Centrale du Congo

-----